

Ce diplomate colombien est condamné à mort par la mafia L'homme à la gueule

Le 13 janvier, un tueur à gages le laissait pour mort. Trois semaines plus tard, Enrique Parejo était élu président de la Commission des Stupéfiants de l'ONU. Aujourd'hui, pour la première fois, il parle...

Quand l'homme à la gueule cassée est apparu à la tribune des Nations unies à Vienne, les délégués du monde entier se sont levés. Ils l'ont d'abord élu à l'unanimité président de la Commission des Stupéfiants de l'ONU. Puis ils l'ont acclamé, longtemps et debout.

Enrique Parejo Gonzalez, 56 ans, ne devrait plus être vivant. L'ancien ministre de la Justice en Colombie a été condamné à mort par la mafia de la drogue. Son gouvernement espérait pourtant le mettre hors de danger en le nommant ambassadeur en Hongrie. Mais un tueur a traversé le Rideau de Fer. Et il l'a abattu de cinq balles, à bout portant. Le 13 janvier, il y a un mois à peine, Enrique Parejo Gonzalez gisait la tête en sang sur un trottoir glacé de Budapest. L'homme à la gueule cassée est un miraculé.

Désormais, huit gardes du corps assurent jour et nuit sa protection. Ses déplacements et son emploi du temps sont tenus secrets. Le rendez-vous a été fixé à la dernière minute au dernier étage d'un grand hôtel de Vienne, derrière l'Opéra. A la sortie de l'ascenseur, après l'interrogatoire et la fouille au corps, on vous conduit dans un salon aux rideaux tirés.

Aujourd'hui, pour la première fois, il parle de son attentat. « J'ai toujours dit que la mafia de la drogue pouvait frapper n'importe où... » La voix rauque et les mâchoires serrées. Pas par la colère. Mais parce qu'il a une large cicatrice au cou, un trou dans la pommette droite et l'intérieur de la bouche cousu et cerclé d'acier. L'homme est très pâle, frêle ; mais il se tient droit, le regard clair. Enrique Parejo Gonzalez n'a jamais perdu conscience ; il n'a rien oublié.

Ce mardi 13 janvier à Budapest, il fait moins 20 degrés. De gros paquets de neige glacée encombrant les rues de la capitale hongroise. L'ambassadeur décide de laisser sa voiture au garage et d'utiliser les transports en commun. 11 h 10 ; il quitte son domicile, fait quelques



Enrique Parejo Gonzalez

pas... « Vous êtes Enrique Parejo ? » L'homme au passe-montagne l'a dépassé et a fait volte-face. La question est brutale et le regard plein de haine... « Oui, bien sûr... » L'ambassadeur n'a pas le temps de répondre. Le canon d'un revolver est braqué à quelques centimètres de son visage. Détonation sourde. Le 22 long rifle est équipé d'un silencieux.

« La première balle m'a fracassé la mâchoire... » Enrique Parejo Gonzalez s'effondre le bras sur le visage ; le tueur s'acharne, en professionnel. La deuxième balle lui traverse le coude droit, pénètre par la bouche ouverte jusqu'à la nuque. Le troisième projectile le blesse au bras gauche, le quatrième se loge à la base du crâne, le cinquième lui ouvre la gorge et s'arrête entre deux vertèbres.

« J'étais un homme mort », dit Enrique Parejo. Le tueur le croyait aussi. Il fait demi-tour, menace un témoin et s'éloigne sans courir. L'ambassadeur arrive à se relever, fait quelques pas et s'écroule. Alors il se traîne jusqu'à son domicile, frappe à la porte avec ses pieds. On ouvre : « Ma fille ! Ils m'ont tué. » Il faudra deux heures pour le conduire en camion militaire jusqu'au meilleur hôpital de Budapest. Et deux opérations, en Hongrie et en

Allemagne, pour extraire les balles de son crâne et de sa colonne vertébrale.

Le convalescent est fragile mais sa volonté reste intacte. Ne lui parlez surtout pas d'abandonner son combat. Voilà longtemps qu'il en sait parfaitement tous les risques. Depuis ce jour de mai 1984 où le président Betancur lui a demandé d'accepter d'être le nouveau ministre de la Justice.

La veille, Enrique Parejo Gonzalez venait d'assister aux obsèques de son prédécesseur Rodrigo Lara Bonilla, assassiné de plusieurs balles dans la tête par deux hommes à moto. L'un des tueurs, arrêté, avouera le montant exact du contrat : 200 dollars ! Le prix de la vie d'un ministre.

Bien peu de chose comparé aux 4 milliards que rapporte chaque année la drogue en Colombie. Un revenu supérieur au montant des exportations légales du pays. Petits truands s'abstenir ! La mafia de la drogue règne sur un empire. « Ses hommes disposent de capitaux énormes qui leur assurent un incroyable pouvoir, parfois politique, dans plusieurs pays », constate l'ambassadeur. Les gros trafiquants possèdent leurs propres compagnies aériennes et disposent de dizaines de pistes d'atterrissage

La mafia de la drogue Gueule cassée

US Press

●
« Il ne suffit plus de mettre les trafiquants en prison, il faut s'attaquer à l'économie de la drogue »

enfouies dans la jungle ; ils s'entourent de milices armées, achètent le soutien des paysans et la conscience des policiers et des militaires.

La mafia défie l'Etat colombien. Par la menace : « Magistrats, ministres et président de la République, tous reçoivent des lettres, des coups de téléphone, des cassettes ou des conseils discrets. » Par la séduction : Pablo Escobar, une des têtes du « cartel de Medellín » qui contrôle 80 % de la coke expédiée aux Etats-Unis, a proposé au gouvernement de payer le tiers de la dette publique du pays (10,3 milliards de dollars en 1985) en échange d'une amnistie.

Mieux : les trafiquants ont longtemps cherché à s'intégrer à la vie politique. Pablo Escobar — l'homme qui a fait installer devant son hacienda la première avionnette avec laquelle il a passé de la coke à Miami — sera élu député suppléant au parlement. Et Carlos Lehder ! Ce grand parrain colombien, mégalomane, a commencé par acheter une île entière des Bahamas, dotée d'une piste d'atterrissage de 2 000 mètres. Avant de fonder un parti politique, le Mouvement latin socialiste, qui, sous couvert de « nationalisme », défendra les intérêts de la mafia. Les trafiquants jugés aux

Etats-Unis sont présentés comme des héros révolutionnaires de la lutte anti-impérialiste envoyés dans les geôles gringos pour être torturés par les bourreaux de la CIA.

L'homme à la gueule cassée savait déjà tout cela quand il accepta de remplacer un mort au poste de la Justice. « Rodrigo Lara Bonilla était mon ami. Nous étions du même parti, assis côte à côte sur les bancs du Sénat. » La victime avait réussi à démanteler deux laboratoires capables de traiter 18 tonnes de cocaïne à la fois. Et la mafia s'était vengée. Enrique Parejo Gonzalez, lui, ira plus loin.

Son premier objectif : réactiver le traité d'extradition avec les Etats-Unis, ratifié en 1981 mais resté depuis lettre morte : « Difficile de poursuivre les trafiquants en Colombie. Les preuves sont le plus souvent aux Etats-Unis, explique l'ambassadeur. Une seule solution : l'extradition. » Par treize fois, il va signer lui-même ce véritable crime de lèse-parrain.

Au lendemain de l'attentat de Budapest qui a failli lui coûter la vie, l'action est revendiquée par un « commando Hernando Botero », du nom d'un homme d'affaires colombien accusé d'être le banquier de la drogue, extradé et emprisonné grâce à Enrique Parejo Gonzalez. Quelques jours plus tard, pendant que les chirurgiens européens opéraient la mâchoire en pièces de l'ambassadeur, l'armée colombienne cernait la milice privée de Carlos Lehder et expédiait son chef en hélicoptère militaire vers une prison américaine. En apprenant la nouvelle, Enrique Parejo Gonzalez a souri, rêveur : « Carlos Lehder, mon premier décret d'extradition signé. Enfin ! »

Entre cet homme et la mafia, le combat est au

corps à corps, quotidien, épuisant et sanglant. Soudain, pour la première fois, il s'enflamme : « Tous les pays ont ou auront des problèmes avec la drogue. La lutte doit être mondiale. Il faut se battre à tous les niveaux ; de la production à la consommation, adapter les peines et accélérer les procédures juridiques, signer des traités internationaux de coopération et d'extradition... » L'urgence ? « D'abord, lever le secret bancaire et permettre de saisir tous les biens liés au trafic. Il ne suffit plus de mettre les trafiquants en prison, il faut aussi s'attaquer à l'économie de la drogue ! »

Il va parler longtemps, malgré la douleur, de la prochaine convention de l'ONU l'été prochain, cette charte mondiale en préparation, et de l'éveil de la conscience des grands pays.

Quand on lui dit qu'il paraît bien optimiste, il répond : « Peut-être. Mais personne en Colombie ne croyait au démantèlement des premiers laboratoires, à la réalité des extraditions ou à l'arrestation d'un homme comme Carlos Lehder... Optimiste ? Je n'ai pas le choix. Il faut y croire sous peine d'être déjà battu. »

Il se fait tard. Avec le temps et l'effort, sa voix est devenue pratiquement inaudible. Sa femme s'inquiète. Elle l'interrompt doucement : « Enrique, arrête de parler, tu es épuisé. »

Une dernière question : « Si on vous proposait d'être à nouveau un jour ministre de la Justice en Colombie ? » Réponse : « Je n'ai jamais fui mes responsabilités. » L'homme à la gueule cassée sourit. Et l'on comprend pourquoi, aux Nations unies, tous les délégués se sont levés pour l'applaudir. Longuement.

JEAN-PAUL MARI ●



Carlos Lehder avant son arrestation... et en prison

